



# les nouvelles de Loire Atlantique

Bimensuel édité par la  
Fédération de Loire-Atlantique  
du Parti Communiste Français

Numéro 769 - 3 Juin 2004

Prix : 0,38 €

La GAUCHE UTILE et COMBATIVE  
Pour une Europe de progrès social



**Le 13 Juin pour construire une nouvelle Europe,  
Votez pour la liste conduite par  
Patrick Le Hyaric et Maryse Souchard**  
**Liste à l'initiative du Parti communiste Français et de personnalités  
progressistes des mouvements associatifs et syndicaux**

## Vite lu



Comment les Communistes appréhendent-ils ce nouveau scrutin ? Autant de questions auxquelles nous tenterons de répondre dans le dossier que nous consacrons au renouvellement du Parlement européen. Ces quelques pages nous permettront également de mieux faire connaissance avec les candidats de notre département qui ont bien voulu donner leurs approches sur des questions sensibles de l'enjeu européen. A quelques jours de la grande manifestation syndicale pour la défense de la Sécurité sociale, nous reviendrons sur les annonces faites par le gouvernement et sur les propositions des communistes. Un nouveau numéro qui nous l'espérons retiendra toute votre attention et répondra à vos attentes.

## ● L'Europe oui, mais pas celle là

Alternativement dominée par les partis de droite ou sociaux-démocrates, l'Europe n'a pas répondu aux espoirs. Au nom du sacro-saint "marché ouvert où la concurrence est libre", elle organise la casse des services publics, le démantèlement des retraites et de la Sécu, la marchandisation de la formation. Le projet de Constitution "Giscard" voudrait rendre intangible cette orientation ultra-libérale. Nous n'en voulons pas !

Le 13 juin, sanctionnons les politiques ultra-libérales en France et en Europe:

- celles qui traitent la santé, la culture ou l'éducation comme de simples marchandises
- celles qui privatisent les services publics comme EDF-GDF
- celles qui précarisent l'emploi et mettent les chômeurs au pain sec

• celles qui mettent en cause la Sécu et les retraites

Le 13 juin, pour une autre Europe et un autre monde. Les peuples européens aspirent à vivre ensemble, à mettre en commun leurs atouts, à agir pour la paix et un développement partagé et durable, à construire un monde meilleur pour tous les peuples. L'Union européenne est de taille à porter ce projet exaltant. Elle doit pour cela s'affranchir de la conception qui a prévalu jusqu'à maintenant à sa construction: ultralibérale, technocratique, atlantiste. Et se donner les moyens de répondre vraiment aux aspirations profondes des peuples qui la composent: au progrès social, à la maîtrise citoyenne des choix, à la coopération entre les peuples et à la paix.

Le 13 juin, faisons bouger la gauche, poussons-la à faire du neuf, à rompre enfin avec les politiques libérales. Comme en France, il faut faire bouger la gauche en Europe. Hier encore, 11 des 15 pays européens étaient gouvernés par des partis de gauche. Mais l'Europe n'a pas changé de cap. Il faut bousculer la gauche pour qu'elle porte en Europe, les aspirations populaires à l'égalité et à la justice sociale, à la fraternité et à la paix; pour qu'elle rompe avec les choix ultralibéraux en libérant l'Union européenne de la domination des marchés financiers. De la rue aux urnes: le 13 juin, en nous rassemblant, faisons nous entendre tous ensemble, avec les listes présentées par le Parti Communiste Français et des personnalités du monde syndical, associatif et alter mondialiste.



**En bref**

**Il court**

Vraiment rien ne peut empêcher notre Ministre des Finances de tailler une croupière à ses collègues à l'exemple de sa visite, pour le moins matinale, sur les lieux de l'accident de l'aéroport de Roissy où il a devancé de quelques minutes, son collègue de l'Intérieur venu lui aussi "constater" la catastrophe. Mais savez vous après quoi au juste, il court notre Ministre... Vous devez vous aussi avoir une petite idée, non ?

**Sacrées 35 heures**

CHIRAC organise ses sorties pour s'en prendre à l'acquis social que représente les 35 heures. C'est ainsi qu'inaugurant l'Institut des Métiers de l'Artisanat, il s'est lancé dans une terrible dénonciation contre la réduction du temps de travail, prétextant qu'il n'a jamais été convaincu du caractère positif de la mesure qui aurait été, selon lui, un frein au développement économique.

**Comme l'a dit le chef**

Aussitôt, les députés UMP ont affiché leur détermination pour combattre les 35 heures. Leur nouveau Président à l'Assemblée nationale a évoqué la nécessité "de faire quelque chose" pour assouplir cette loi dont les conséquences sont considérables. "Oui, chef" devait on entendre dans les couloirs de l'hémicycle immédiatement après la visite du Président des Français auprès des milieux de la bouche. Il n'est pas beau ce diapason quand il s'agit de taper sur les acquis sociaux.

**Les patrons de retour**

C'est vraisemblablement parce que DOUSTE BLAZY commence à dévoiler son plan concernant la Sécurité sociale que les copains du Baron du MEDEF déclarent vouloir revenir siéger dans les Conseils d'administration des caisses de la sécu qu'ils avaient désertées, il y a quelque temps. Il est vrai qu'il n'y a que des éloges de la part des entrepreneurs à l'encontre des dispositions gouvernementales. Raison de plus pour faire attention et agir...

**Ça gaze et vous**

Pas étonnant que la bourse attend avec impatience l'arrivée de EDF et GDF sur le marché quand on regarde la santé de Gaz de France qui vient d'annoncer un bénéfice net de 910 millions d'euros soit une augmentation de 8,6% pour l'exercice 2003. C'est ainsi que l'entreprise nationale va verser des dividendes à hauteur de 318 millions d'euros à l'état pour cette année, une manne financière sur laquelle, il y a beaucoup de regards tournés.

**Le travail, c'est la santé**

En première lecture, les députés ont voté la journée de "solidarité" proposée au lendemain de la canicule par Raffarin. C'est en fait une nouvelle fois, les travailleurs qui vont trinquer en se faisant supprimer un jour férié qui devrait profiter aux personnes âgées et handicapées. Initialement prévue le lundi de la Pentecôte, c'est maintenant après concertation et accord que cette journée sera prise. C'est pas beau la démocratie ?... A moins que ce ne soit plus simplement pour arranger les patrons qui pourront ainsi mettre leurs salariés "à la soupe" quand le travail manquera et cela au nom de la solidarité nationale...

**De vous à moi**

Quand je regarde la façon avec laquelle, entre autres, la droite et le Parti socialiste abordent l'échéance électorale du 13 juin, je m'inquiète beaucoup. En effet, à les entendre, la question posée serait simplement d'informer ou pas, selon HOLLANDE ou JUPPE, les dernières élections nationales du printemps. S'il ne fait aucun doute dans mon esprit, qu'il faut battre la droite le 13 juin, autre chose est d'évacuer d'un revers de manche, l'importance des élections européennes. Car c'est bien de ses résultats qu'une grande partie de notre quotidien dépendra demain.

Il n'y a pas, je crois, trop à se creuser la tête pour comprendre les stratégies politiciennes des uns et des autres. En effet, dans ce domaine précis, la politique socialiste est si peu différente sur le fond de celle de la droite que l'on peut se demander, quel est le plus européen des deux à la sauce libérale de Bruxelles ? C'est pourquoi, ils ont autant de mal se démarquer l'un de l'autre dans un débat politique qui devient, de fait, un vrai problème et qu'ils ont tous deux décidé de ne pas l'engager.

Alors, ils y vont des grandes petites phrases creuses et assassines, des grandes tirades réservées aux assidus des salles de meetings devant les caméras de télé et micros de radios. Ils y vont surtout, de ne pas trop en dire sur le fond, sur leurs responsabilités dans la construction de cette Europe où l'on oublie au passage l'essentiel, c'est-à-dire les gens et ceux qui souffrent au quotidien de cette politique, pour en rester à l'argent, au capital.

D'ailleurs, regardons en ce qui concerne la fameuse constitution européenne de GISCARD, bâtie pour accroître la domination du libéralisme, il y a mutuellement une très grande prudence et pour cause, ils sont pratiquement sur la même longueur. Tu ne me touches pas, je ne te touche pas... et hop, le tour est joué, comme pour le traité de Maastricht, celui de Schengen, le pacte de stabilité et autres, ça passe... et quand on est dans la majorité, on joue la carpe et quand on est dans l'opposition, on montre seulement que l'on n'est pas muet.

Pour moi, l'enjeu les européennes c'est vraiment autre chose et j'espère que les jours qui nous séparent du scrutin, nous permettront d'élever le débat sur les questions essentielles.

Y.C.

**Fin des expulsions locatives**

Après la victoire remportée par les "recalculés", la lutte engagée contre les expulsions locatives à l'initiative de Bernard BIRSINGER, Maire communiste de Bobigny, et de plusieurs de ses collègues, vient à son tour de marquer un très beau point.

Après plusieurs semaines de bataille, au cours desquelles le Maire de Bobigny a été traîné devant les tribunaux par le Préfet de Seine-Saint-Denis, le Ministre Jean-Louis BORLOO a du annoncer "la fin des expulsions pour les locataires de bonne foi", c'est-à-dire l'écrasante majorité des cas. Le paiement de l'APL, supprimée quand les gens en avaient le plus besoin, est rétabli comme le demandaient les Communistes.

Pour des dizaines de milliers de familles, c'est le soulagement, une fenêtre qui s'ouvre à nouveau quand tout semblait conduire vers la spirale de l'endettement, de la misère, de l'exclusion. Évidemment, pour ces familles, tout n'est pas réglé, mais le droit à un toit sera au moins respecté.

Cette victoire est une belle leçon. Le 15 mars dernier, alors que la trêve hivernale des expulsions prenait officiellement fin, des élus ont eu le courage de dire "non", de déclarer "illégitime" ce que la loi autorisait pourtant, de braver les idées reçues sur les "mau-vais payeurs". Le premier réflexe des autorités a été l'assignation au tribunal. Mais, quelques jours après la déclaration de ces arrêtés municipaux anti-expulsions, les urnes parlaient à leur tour et infligeaient à la droite une sévère claque électorale. Le gouvernement tire les conclusions d'une situation devenue intenable : comment

continuer à justifier de jeter à la rue des milliers de familles, la plupart du temps avec des enfants, sans leur donner la moindre chance de se remettre à flot ? L'expulsion est un révélateur, le symptôme d'une société malade du chômage, de la précarité, des bas salaires, de la pauvreté, de l'indifférence au malheur, de la pénurie de logements aux loyers abordables. L'expulsion est l'inhumaine signature d'une société en échec.

Pour les Communistes, cette victoire en appelle d'autres et d'autres mobilisations. Déjà, il faut s'assurer que les expulsions cessent vraiment. Que les gens menacés se manifestent. Cette lutte a montré que rassemblés, les travailleurs sociaux, les associations et les élus communistes, peuvent faire vivre le droit au logement.

Il faut à présent poser la question de la politique du logement en général. Tout d'abord, l'APL n'est pas assez élevée. Les charges sont l'équivalent du prix du loyer de base. Réfléchissons comment on peut inclure les charges dans le calcul de l'APL.

Il faut également relever tous les plafonds des fonds de solidarité logement. On est confronté cette année à des caisses déjà vides. On ne peut pas mettre en place un tel dispositif sans en même temps augmenter la part de l'argent public réservée au logement social. On vit les conséquences directes de la baisse de plus de 8% du budget. Les prévisions pour 2005 sont encore à la baisse.

Il faut que le droit au logement ne soit plus seulement l'objet de déclarations mais qu'il devienne effectif. Il faut une politique nationale du logement qui



**Une belle victoire**

relance la construction, réfléchisse aux aides, reconstruise la vie et mette des moyens humains et financiers.

La coordination des maires anti-expulsions demande à être reçue pour participer à la mise en œuvre des propositions et éventuellement à leur amélioration.

Chômeurs, expulsions, intermittents... le gouvernement n'est décidément pas sorti indemne des consultations électorales de mars.

Dans ce contexte, l'élection européenne du 13 juin aura son importance. Les forces antilibérales ont tout intérêt à frapper une nouvelle fois le plus fort possible. En matière de logement aussi, les dogmes du "tout-marché" et de la libre concurrence viennent de montrer leurs limites.

**EDF-GDF DOIT RESTER ENTREPRISE PUBLIQUE**

Dans les luttes et dans les urnes, une majorité de Françaises et de Français ont exprimé leur rejet des solutions libérales du gouvernement qui ont aggravé les injustices et les inégalités sociales et remis en cause les services publics. De façon illégitime et antidémocratique le gouvernement CHIRAC-RAFFARIN accélère sa politique anti-sociale à travers la casse de la Sécu et la privatisation d'EDF-GDF.

Celle-ci serait une spoliation de la population.

En effet, elle priverait la France d'un service public essentiel et le pays, d'un outil décisif de sa politique industrielle et d'aménagement.

- Avec le service public de l'énergie électrique et gazière a été instauré le principe d'égalité d'accès à ces ressources.

- Ce secteur, malgré des critères de gestion capitaliste, a contribué au développement d'emplois très qualifiés et à une politique sociale de haut niveau.

- N'ayant pas à se plier aux exigences de profits d'actionnaires privés, EDF-GDF a assuré un développement énergétique sur le long terme et l'indépendance de la France.

Pour toutes ces raisons EDF-GDF doit rester public. Mais il faut également développer et rénover EDF-GDF :

- en donnant de véritables pouvoirs aux salariés, aux usagers et aux élus locaux pour qu'ils interviennent réelle-

ment dans la gestion de l'entreprise

- en faisant vivre le droit à l'énergie pour toutes et tous

- en construisant sans attendre, de nouveaux moyens de production pour éviter aux usagers et aux activités économiques le risque des coupures d'électricité

- en poursuivant l'effort de recherche et développement afin d'assurer et de diversifier l'avenir énergétique du pays.

C'est dans la mobilisation sociale, dans les luttes et dans les urnes, que les femmes et les hommes dans notre pays deviennent les acteurs décisifs de cette construction de l'alternative antilibérale. Nous sommes de toutes les mobilisations pour que EDF et GDF restent des entreprises publiques.



## Etre utile et combatif pour une Europe de progrès social.

Les peuples européens aspirent à vivre ensemble, à mettre en commun leurs atouts, à agir pour la paix et un développement partagé et durable, à construire un monde meilleur pour tous les peuples. L'Union européenne est de taille à porter ce projet exaltant. Elle doit pour cela s'affranchir de la conception qui a prévalu jusqu'à maintenant à sa construction : ultra libérale, technocratique, atlantiste. Et se donner les moyens de répondre vraiment aux aspirations profondes des peuples qui la composent : aspirations au progrès social, à la maîtrise citoyenne des choix, à la coopération entre les peuples et à la paix.

### ELECTION EUROPEENNE >



**L'EUROPE  
OUI  
MAIS  
PAS CELLE-LÀ  
ET PAS COMME ÇA**



### 10 propositions pour l'Europe :

1. Pas de progrès social avec une constitution ultra libérale : négocier un nouveau traité
2. Mettre la suppression du chômage au cœur du "modèle social européen" : développer dans toute l'Europe une "Sécu" pour l'emploi et la formation
3. Réduction concertée de la durée du travail dans tous les pays de l'Union
4. Rigoureuse réglementation européenne du travail précaire, des licenciements collectifs et des délocalisations
5. Faire du développement des services publics, un principe inscrit dans le traité européen
6. Adopter la règle de l'harmonisation des droits sociaux par le haut et inscrire dans le traité, le principe de "non régression" des acquis sociaux nationaux
7. Abandonner le "Pacte de stabilité" et organiser la relance concertée des dépenses publiques et sociales
8. Faire du développement des droits de la personne, un objectif essentiel de l'Union, notamment : droits des femmes, protection de l'enfance, droits des migrants, lutte contre le racisme, l'antisémitisme et toutes les discriminations, libertés publiques
9. Réformer les institutions selon les principes de la démocratie participative et de l'élargissement de la citoyenneté
10. Rompre avec les logiques atlantistes et mettre toute la force de l'Europe au service de la paix, du co-développement et d'un ordre mondial juste





## Présentation de la liste de "L'Europe du progrès social"

C'était au Lieu Unique à Nantes, le 15 mai dernier : Patrick LE HYARIC et Maryse SOUCHARD présentaient la liste de "la gauche utile et combative" qu'ils conduisent aux élections européennes dans l'Ouest. Dans une ambiance jazzy se mêlaient militants communistes, amis et sympathisants et les 20 candidats, communistes ou non, personnalités progressistes du monde associatif et syndical.

Face à la salle, les candidats étaient présentés tour à tour, certains témoignant du sens de leur engagement sur cette liste.

Parmi ces témoignages, celui d'Odile COQUEREAU, salariée à Thomson Angers et militante syndicale évoquant "les risques de délocalisation qui planent sur (son) entreprise"; le témoignage de Sébastien COUTANT, jeune comédien salarié de Niort, intermittent du spectacle décidé à "agir avec ceux qui bougent"; ou encore celui de Stéphanie LANCIEN, jeune militante de l'action catholique à Nantes.

Maryse SOUCHARD donnait le sens de son engagement aux côtés des communistes rappelant notamment l'importance du mouvement social et citoyen, alter mondialiste, soulignant sa volonté de contribuer à l'élargir au travers l'élection européenne notamment au plan de la lutte contre le populisme et l'extrême droite.

Patrick LE HYARIC pour sa part qualifiait la liste qu'il conduit de "belle liste, ouverte et représentative, clairement anti droite et anti capitaliste". Le diri-

geant communiste déclinait un à un les engagements qu'il porte avec ses colistiers pour "ne pas laisser faire cette Europe où dégoulinent les fortunes (...) alors qu'à l'autre pôle, c'est le chômage, la pauvreté, la précarité, l'exclusion qui rongent (...) notre société". Il concluait en appelant au "rassemblement le plus large possible pour sanctionner la droite et en même temps faire bouger la gauche pour changer l'Europe..."



## Une liste largement ouverte aux acteurs de la vie sociale et associative

Sur l'ensemble des 13 départements (régions Bretagne, Pays de la Loire et Charente Poitou) formant la circonscription électorale du grand ouest des élections européennes du 13 juin prochain, les Communistes ont été appelés à donner leur avis sur les candidats qui constitueront la liste des 20 noms la composant.

Ce sont les 5, 6, et 7 mai que cette consultation s'est déroulée. Voici pour notre département les résultats :

- 567 des 1730 communistes ont participé au vote soit 33%
- 539 ont approuvé la liste des candidates et candidats qui leur était proposée soit 95%
- 15 ne l'ont pas approuvée.
- 13 se sont abstenus.

La liste, à l'initiative du Parti Communiste Français et de personnalités progressistes des mouvements associatifs et syndicaux conduite par Patrick LE HYARIC et Maryse SOUCHARD, qui sera soumise au vote des électeurs de notre circonscription le 13 juin prochain : est composée comme suit :

**Patrick LE HYARIC, 47 ans, directeur du journal l'Humanité, Président de l'association "Forum pour un autre monde"**

**Maryse SOUCHARD, 46 ans, enseignante chercheuse engagée contre le populisme et l'extrême droite**

**Daniel LEMASSON, 57 ans, militant associatif et responsable syndical à Saint-Nazaire**

**Gaëlle ABILY, 31 ans, chargée de mission en projets européens à Brest, Vice présidente du Conseil régional de Bretagne**

**Gilles LE PROUST, maire adjoint d'Allonnes**

**Nathalie RAIMON, 36 ans, salariée de la santé à La Rochelle, en lutte pour le respect des droits sociaux et syndicaux (licenciée pour avoir essayé avec d'autres collègues de monter un syndicat CGT)**

**Florian LHOTELIER, 25 ans, ingénieur du BTP à Rennes, responsable d'un mouvement de jeunesse (adhérent du 21 avril 2002)**

**Odile COQUEREAU, 47 ans, salariée à Thomson Angers, militante syndicale**

**Ange HERVIOU, 56 ans, Conseiller général des Côtes d'Armor, Maire de Rostrenen,**

**Simone FAYAUD, 57 ans, infirmière à l'hôpital de Cognac, Conseillère**

régionale de la région Poitou-Charentes

**Jacky COLIN, 57 ans, militant mutualiste et syndical, Vice-président du Conseil économique et social régional de Bretagne**

**Corinne NICOL, 37 ans, salariée de l'agroalimentaire à Guerlesquin, militante syndicale**

**Jean-Paul DAMPURÉ, 54 ans, agent EDF, militant syndical, Conseiller municipal de Poitiers**

**Monique HAMEON, 55 ans, agricultrice au Gouray, militante syndicale, Conseillère générale des Côtes d'Armor**

**Sébastien COUTANT, 23 ans, comédien salarié à Niort, intermittent du spectacle**

**Catherine LE SAEC, 42 ans, salariée de l'agroalimentaire à Lorient, responsable d'une association de chômeurs**

**Jacques MOUZER, 50 ans, salarié de La Poste en Mayenne, responsable syndical**

**Stéphanie LANCIEN, 31 ans, en formation à l'IUFM de Nantes, militante d'action catholique**

**Paul ROBERT, 49 ans, ingénieur chercheur à l'INRA de Nantes**

**Lisiane GUIBERT, 48 ans, Conseillère municipale de La Roche-sur-Yon**

## Agenda des européennes 2004

**Jeudi 3 juin 2004 à 20h00**  
**Salle Polyvalente du Chêne Gala à Rezé**

**L'Europe et les services publics**  
avec Daniel LEMASSON et Paul ROBERT, candidats sur la liste "La gauche utile et combative pour une Europe de progrès social".  
**Inégalités sociales, discriminations : l'Europe actuelle ne se construit pas avec les hommes mais contre eux.**

Comment faire prévaloir des choix plus humains pour une Europe de justice et de progrès social ? Débat avec Stéphanie LANCIEN, militante d'action catholique et candidate sur la liste "La gauche utile et combative pour une Europe de progrès social".

**Saint-Gildas-des-Bois**  
**le 4 juin 2004 à 20h30**  
**Salle Lampridic N° 4**

**Ruralité et P.A.C. en Europe**  
Rencontre-débat animée par Denis RECOQUILLON, Rédacteur en chef du journal "La Terre" Avec Monique HAMEON, Conseillère générale, agricultrice, candidate sur la liste "La gauche utile et combative pour une Europe de progrès social" et des militants de la Confédération paysanne.

**Mardi 8 juin 2004 à 20h00**  
**Salle des Reigniers à Vertou**

**Mercredi**  
**9 juin 2004 à 18h30**  
**Cité des Congrès à Nantes (Foyer haut)**

Rencontre-débat sur les enjeux des élections européennes avec Patrick LE HYARIC, Maryse SOUCHARD, Daniel LEMASSON et les candidats de la liste "La gauche utile et combative pour une Europe de progrès social".

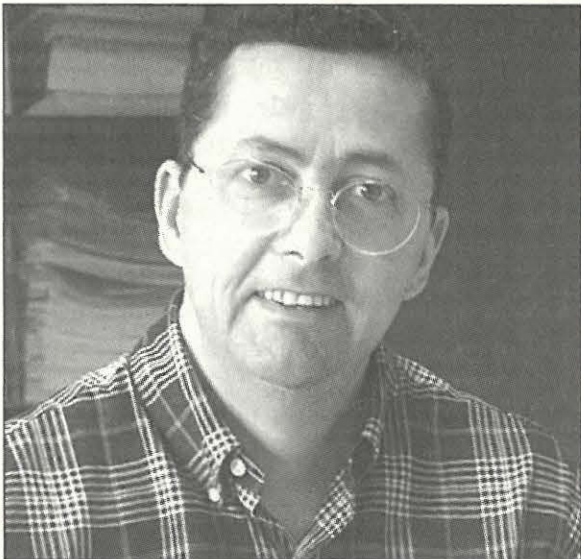
**Saint-Nazaire**  
**10 juin 2004 à 20h30**  
**Maison du Peuple (salle E)**

**La politique industrielle en Europe. Quelles réponses aux besoins ?**  
Avec Daniel LEMASSON, candidat aux élections européennes pour une Europe de progrès





**Michel Rica répond à nos questions**



NLA - Les élections européennes vont avoir lieu dans moins de trois semaines. Les Communistes ont préparé cette échéance en faisant un choix stratégique. Qu'en est-il ? Peux-tu nous en parler ?

Michel Rica : En effet, dans notre département comme dans tout le pays, les Communistes ont été consultés lors d'assemblées de sections, de cellules, sur la stratégie à adopter quant à l'élection européenne. Le débat a été le suivant : si nous étions tous favorables à la constitution de listes de rassemblement, des nuances apparaissent sur la nature et l'ampleur de celles-ci. Listes communistes ouvertes ou listes construites avec celles et ceux qui rejettent l'Europe libérale ? L'ouverture, jusqu'où ? Quelles têtes de listes ? La grande majorité des communistes s'est prononcée en faveur de listes clairement identifiées comme communistes ouvertes à des personnalités du mouvement social, citoyen, alter mondialiste et non pas pour un cartel d'organisations à la gauche du PS. C'est ainsi que pour la grande circonscription Ouest (Bretagne, Pays de la Loire et Poitou-

Charente), les Communistes se sont clairement prononcés pour une telle liste ouverte conduite par une tête de liste communiste. Le résultat de ce travail intense et compliqué, est la publication d'une belle liste, équilibrée, très ouverte au mouvement social comme en témoigne la diversité des candidatures qui en sont issues avec Patrick LE HYARIC comme tête de liste, suivi de Maryse SOUCHARD, universitaire chercheuse engagée dans la lutte contre l'extrême droite et de Daniel LEMASSON, syndicaliste nazairien bien connu dans notre département.

NLA - Les Communistes et l'Europe, c'est une longue histoire. Les Communistes sont encore souvent considérés comme "eurosceptiques" pour ne pas dire anti-européens. Où en est le PCF aujourd'hui ?

MR : Les Communistes ont toujours été de farouches combattants du capitalisme. Or, il faut bien admettre que depuis la seconde guerre mondiale, l'Europe en construction est une Europe des marchés financiers allié privilégiée des Etats Unis dans un contexte mondial bi polaire. Le traité de Maastricht a, quant à lui, consacré l'Europe de l'ultra libéralisme. L'histoire récente l'a montré, nous avons eu raison de nous y opposer en 1992. Mais il faut prendre en compte une réalité nouvelle : l'Europe à 25 de 2004 n'a plus grand chose à voir avec celle issue de la guerre froide. L'élargissement actuel résulte de la chute du mur de Berlin. De plus, on l'a bien vu avec la guerre d'Irak, une nouvelle construction européenne fondée sur la paix, la citoyenneté, le progrès social est une idée neuve qui grandit sur le continent européen notamment chez les jeunes, face à des Etats Unis dont la volonté hégémonique suscite de plus de plus de réactions. Le débat sur une construction alternative au libéralisme mondialisé, notamment à l'échelle européenne mobilise de plus en plus également. Les Communistes doivent prendre toute leur place dans ce débat. C'est le sens de notre engagement pour une autre construction européenne dans cette campagne.

NLA - Le projet de constitution européenne est-il compatible avec cette nouvelle construction ?

MR - La réponse est clairement non ! Ce projet, s'il voyait le jour (mais pour de nombreuses raisons,

nous n'en sommes pas là) graverait dans le marbre la loi du libéralisme en Europe. Il faut, non seulement le combattre mais exiger une consultation des Français par voie de référendum sur cette question. Pour autant, nous ne sommes pas opposés par principe à ce qu'un texte nouveau (une charte ?) puisse mettre en forme les règles de vie commune des pays membres de l'Union. Ce point de vue nous oppose d'une part aux Socialistes et aux Verts qui refusent de remettre en cause le projet de constitution (même si cela suscite débat dans leurs rangs) n'envisageant que de l'amender à la marge en adoptant un volet social et d'autre part, aux souverainistes de tous poils qui refusent de porter le débat sur le contenu d'une construction européenne de progrès social. Nous, Communistes faisons le choix de porter à l'échelon européen le débat de la citoyenneté, citoyenneté qui ne saurait rester circonscrite au seul échelon national. Un espace nouveau de contestation du libéralisme doit être investi !

NLA - Quels sont les axes de la campagne des communistes dans cette élection européenne ?

MR - Pour nous, il n'y a pas d'Europe de progrès social possible sans remettre en cause les logiques actuelles découlant du traité de Maastricht, sans remettre en cause le pacte de stabilité. C'est au nom de cette soi disant lutte contre les déficits que l'on impose des restrictions drastiques dans les dépenses sociales cassant l'emploi, les services publics, la construction navale, déstructurant l'agriculture familiale. Aussi, le PCF mène campagne autour de quelques axes principaux :

- le refus des privatisations et la modernisation des services publics dans toute l'Europe
- le développement de la Sécurité sociale et l'amélioration des retraites en taxant les revenus financiers
- la hausse des salaires par la répartition des profits
- la lutte contre le chômage en allant vers une sécurité d'emploi combinée par les formations nécessaires, en refusant les délocalisations industrielles et agricoles
- la réalisation de grands projets européens, industriels, agricoles, culturels, de recherche, de formation, créateurs d'emplois, valorisants pour les individus.



**Premiers appels à voter**

**Comité de soutien et d'initiatives de la liste de large rassemblement présentée par le Parti Communiste Français et conduite par Patrick LE HYARIC, Maryse SOUCHARD et Daniel LEMASSON.**

ALLAIN Jean-Michel - Conseiller municipal de Saint-Herblain, AOUSTIN Jean - Conseiller municipal Saint-Joachim, BELLIOT Laurent - Adjoint au Maire de Saint-Nazaire, BOCQUEL Christian - Conseiller municipal de Blain, Syndicaliste, BONTEMPS Gilles - Vice-Président du Conseil régional des Pays de la Loire, BOUALEM Christian - Conseiller municipal de Trignac, BOUFFENIE Delphine - Adjointe au Maire de Nantes, BOUTET Annie - Conseillère municipale de Pontchâteau, CADORET Joël - Syndicaliste (Chantiers navals) Saint-Nazaire, CHAGNOLLEAU Jean-Luc - Syndicaliste docker Nantes, CHENEAU Yannick - Adjoint au Maire de Savenay, CHERIER Maurice - Conseiller municipal de Trignac, CONSTANT Claude - Adjoint au Maire de Nantes, COUVEZ Eric - Syndicaliste Nantes, DAVID Roger - Maire de Saint-Malo-de-Guersac, DAVY Jacques - Syndicaliste EDF Nantes, DELAHAIE Hubert - Maire adjoint de

Montoir, Conseiller régional PDL, DENOYELLE Gérard - Conseiller municipal de La Baule, DESPORTES Sylvie - Conseillère municipale Rezé, DOUSSIN Serge - Syndicaliste Nantes, DRONVAL Louis - Syndicaliste Chantiers Atlantique Saint-Nazaire, DUVAL Christian - Syndicaliste Saint-Nazaire, FAIVRE-PIERRET Hubert - Conseiller Municipal Saint-Lyphard, FLEURY Daniel - Maire adjoint Les Sorinières, FROUIN Daniel - Adjoint au Maire de Bouguenais, GUEGAN Michel - Conseiller municipal Montoir de Bretagne, GUICHARD Daniel - Syndicaliste mutualiste EDF Nantes, GUILLET Michel - Conseiller municipal de Missillac, HAMON Patrick - Conseiller municipal Le Croisic, HAREL Louis - Conseiller municipal Les Sorinières, HOTTELARD Jeanine - Adjointe Affaires sociales de Saint-Nazaire, JOUAN Patrick - Conseiller municipal de Rezé, JUSTY Marc - Maire de Saint-Joachim, LANNUZEL Raymond - Adjoint au Maire de Nantes, LASTENET Françoise - Conseillère municipale Montoir-de-Bretagne, LE CORRE Jean-Louis - Maire de Trignac, Vice Président CG 44, LEON Didier - Conseiller municipal de Sainte-Luce-sur-Loire, LORET Michel - Militant associatif, LUCAS Michel - Adjoint au Maire de Couëron, MAHE André - Adjoint au Maire de Saint-Joachim, MAHE Sabine - 1ère adjointe au Maire de

Trignac, MAHE Véronique - Conseillère municipale Saint-Joachim, MARCHAND Paule - Adjointe au Maire Saint-Joachim, MARTIN Jean-Yves - Professeur agrégé lycée, MURATI Jean-Joël - Conseiller municipal de Saint-Brévin, OLIVIER Véronique - Conseillère municipale de Rezé, PATRON JO - Militant associatif, Syndicaliste à Trignac, PATRON Joëlle - Conseillère municipale de Rezé, PELLOQUET Christian - Adjoint au Maire de Couëron, PICAUD Michèle - Maire adjointe Trignac, Conseillère régionale, PLISSONNEAU Serge - Maire adjoint de Saint-Herblain, PLUMELLET Annie - Militante associative, PLUMELLET Jean-Luc - Conseiller municipal de Blain, Syndicaliste, POINTEAU Alain - Conseiller municipal Les Sorinières, PRUD'HOMME Pierrette - Maire adjoint Les Sorinières, RICA Michel - Secrétaire départemental de L-A du PCF, Président du groupe communiste Mairie de Nantes, RIOU Pierre - Maire adjoint Les Sorinières, ROMAND Jean-Yves - Maire adjoint de Saint-Joachim, SAULNIER Christian - Adjoint au Maire de Saint-Nazaire, TROADEC Rémy - Militant laïc, TUAL Yves - Syndicaliste portuaire à Nantes, VAUSELLE Bernard - Syndicaliste à Saint-Nazaire, VINCE Yann - Adjoint au Maire de Rezé, Président groupe communiste au Conseil communautaire de Nantes.

**Cuvée de Tradition Brut Aÿ France**

La puissance et le gras de coteaux d'Aÿ offre, dans leur prime jeunesse, l'opportunité de cette belle cuvée de convivialité et d'esprit De convivialité et de fête, entre amis, à toute heure du jour et de la nuit, ou bien poissons grillés, bar au fenouil, coquillages

CHAMPAGNE



Aÿ-CHAMPAGNE

71, bd Charles de Gaulle - 51160 Aÿ

Tél. 03 26 55 18 55 - Fax 03 26 55 33 49

E.mail : [champagne.Henri.Giraud@wanadoo.fr](mailto:champagne.Henri.Giraud@wanadoo.fr)

L'abus d'alcool est dangereux pour la santé, consommez avec modération



**PÉPINIÈRES ENVIRONNEMENT SERVICES**

- Création

- Entretien de parcs et jardins

- Expo-vente de végétaux

Voie express - Pornichet - St Nazaire

Tél. : 02 40 53 00 27





### Daniel Lemasson



J'ai accepté d'être présent sur la liste aux élections européennes "de la rue aux urnes" pour prolonger le combat que j'ai mené pendant des années avec les salariés du département comme responsable syndical.

Nous avons lutté ensemble pour nous opposer aux orientations politiques prises et qui ont eu de graves conséquences pour les conditions de vie et de travail des salariés et de la population.

J'ai été à côté de ceux qui luttent contre la perte de leur emploi, avec les recalculés, à côté de ceux qui, au chômage, se battent pour retrouver leur dignité, pour retrouver un

emploi afin de pouvoir faire vivre leur famille et assurer l'éducation de leurs enfants.

J'ai côtoyé des jeunes qui vivent de petits boulots, dans la précarité, avec des temps partiels et qui en ont marre de cette galère.

Avec ceux qui se battent à l'entreprise pour exiger leurs droits, les libertés syndicales, défendre leur statut social.

Ce qui m'a motivé dans toutes ces luttes, c'est que grâce à l'esprit de responsabilités des personnes que j'ai rencontrées, nous avons réussi à faire reculer les prétentions des directions ou des institutions. Par le dialogue et le débat, nous avons à chaque fois élaborer des propositions et trouver des solutions pour avancer.

C'est ce vécu qui me motive pour poursuivre à l'échelon politique ce que nous avons réussi ensemble au niveau syndical.

Pendant toutes ces années, j'ai appris à faire confiance aux femmes et aux hommes qui vivent de leur travail.

C'est cette force qu'ils m'ont transmis dans les luttes, dans les rassemblements, c'est ce rapport de force que je veux faire entendre dans les assemblées.

Qui peut mieux les porter que ceux qui en sont les auteurs ? Et qui les vivent au quotidien. On n'est jamais aussi bien servi que par soi-même alors ne laissons pas à d'autres le soin de s'occuper de nous.

L'expérience que j'ai engrangée pendant mon mandat syndical m'autorise, je le pense, à donner un autre sens à mon engagement. Je me lance dans cette nouvelle épreuve pour contrer ceux qui ne voient que la rentabilité financière et l'intérêt des actionnaires gérer notre cadre de vie.

Avec mes co-listiers, je suis pour l'Europe mais pas celle qui se construit sous nos yeux.

Nous venons de vivre à Saint-Nazaire lors de la construction du Queen-Mary, une période marquée par des conflits sociaux qui ont révélé une politique de déréglementation libérale.

Au travers d'une opération désignée pompeusement "Montage exotique", la direction a fait venir des salariés de différents pays de la communauté européenne et au-delà, pour soit disant palier à la pénurie de main d'œuvre locale.

Il s'est très vite avéré que cet argument ne tenait pas et qu'il s'agissait bien entendu de casser les statuts sociaux de tous les salariés du site.

Les conflits sociaux qui ont éclaté, ont permis de démontrer cela : des salariés grecs, portugais, roumains, polonais, indiens... ont exigé l'application du droit du travail.

Nous avons vu des salariés entassés dans des colonies de vacances ou autres dortoirs improvisés, payés en dessous du SMIC, les heures supplémentaires non rémunérées. Les salariés roumains attendent toujours leur dernier salaire.

Nous avons eu devant les yeux ce que le patronat rêve de faire sur tout le territoire : utiliser la déréglementation européenne pour mettre en concurrence les salariés et pour cela, délocaliser les personnes lorsqu'il ne peut pas délocaliser les productions. Nous voyons bien où mène cette politique, elle appauvrit les bassins d'emploi. Sur Saint-Nazaire, le chômage est en augmentation et la pauvreté grandit. Des salariés intérimaires et sous traitants sont jetés à la rue, une multitude de PME ont été liquidées.

IL nous faut construire une autre Europe sociale et notamment sur les grands chantiers exiger que ceux qui travaillent sur un même site, aient le même statut le plus élevé possible. Il faut stopper cette concurrence qui appauvrit les économies locales.

Il faut aussi définir des règles de sécurité qui soient applicables à tous pour éviter les terribles accidents mortels qui ont marqué notre département et endeuillé de nombreuses familles.

Avec l'ensemble des co-listiers de notre liste, nous allons travailler à construire cette Europe qui donne la priorité aux peuples face à ceux qui sont à mettre en place l'Europe du fric.

## LEROUX

VOTRE GRAINETIER

DISTRIBUTEUR  
DES GRAINES

VILMORIN

Jardinerie Leroux

Les six chemins, route de Pornichet  
Saint Nazaire - tél: 02 40 70 29 72



Une entreprise jeune au service de votre dynamisme

Toutes distances - Grand tourisme

33, rue Marcel Sembat - 44570 Trignac - St Nazaire

Tél. 02 40 45 95 05 - Fax : 02 40 45 95 09

BRIÈRE SERVICE



TÉL. 02 40 45 95 00

VSL - Transport de corps - Toutes distances  
33, rue Marcel Sembat - 44570 TRIGNAC



### Paul Robert



Il n'y a pas si longtemps, le monde de la recherche était dans la rue et faisait la "une" des médias. En crise, comme de

trop nombreux secteurs de la vie économique et sociale, la recherche publique subit de plein fouet, les conséquences d'une politique ultra-libérale qui veut que toute activité se traduise par des profits de plus en plus juteux pour quelques privilégiés. Baisse des moyens, précarisation de nos jeunes chercheurs devant s'expatrier, remise en cause de recherches fondamentales au bénéfice de travaux rentables, telle est la ligne de conduite de nos gouvernants. Dans ce contexte, le développement des connaissances loin de répondre au mieux être de tout un chacun, élargit le fossé entre possédants et non possédants, entre pays riches et pays pauvres. Il en va ainsi des recherches en génétique et plus précisément du débat

autour des OGM qui n'a d'autre objet que de contrôler et de faire main basse sur la production agricole au plan international, alors que les besoins alimentaires vont grandissants. Il en va ainsi de la recherche dans le domaine médical avec notamment une volonté de breveter les gènes afin d'enrichir toujours plus quelques grands groupes pharmaceutiques.

La recherche, plus que jamais, constitue un enjeu de pouvoir et de domination de la mondialisation capitaliste. En Europe, dans le cadre d'une concurrence internationale forte, le modèle anglo-saxon de la recherche prend le dessus. Modèle ayant pour mots d'ordre excellence, compétition, développement de la recherche autour de quelques grands pôles spécialisés, alors

même que les connaissances ne peuvent émerger que de la collaboration, des échanges et confrontations scientifiques. Modèle remettant en cause la notion de recherche publique bien que 95% des investissements émanent des états. Modèle qui ficelé par le pacte de stabilité n'investit que 1,99 % du PIB. A l'heure où l'Europe accueille 10 nouveaux pays membres, c'est bien une autre politique de la recherche qu'il nous faut dessiner. Une recherche, un développement des connaissances au bénéfice de tous et favorisant l'amitié et la collaboration entre les peuples. En ce sens, il me semble plus que jamais nécessaire de travailler à l'émergence d'un grand service public de la recherche au niveau européen.



### Stéphanie Lancien

NLA : Jeune, femme, militante catholique, tu as accepté d'être candidate aux élections européennes sur la liste conduite par Patrick LE HYARIC. Quelles sont les questions que tu souhaites porter durant la campagne électorale qui s'engage ?

Stéphanie LANCIEU : Il faut arrêter ce capitalisme à tout va. Il n'est pas acceptable que les entreprises puissent licencier des travailleurs quand elles réalisent des bénéfices. Il faut que soit réellement pris en compte, le droit du travail et des salariés, que les entreprises aient une politique plus humaine.

Les droits ne doivent plus être tirés

vers le bas et notamment pour tout ce qui concerne les services publics comme la santé et l'éducation. Il faut un fort service public et donc un droit pour chacun, quels que soient son statut ou ses moyens financiers.

NLA : Quelles valeurs souhaiterais-tu trouver dans l'Europe à laquelle tu aspiras ?

Stéphanie LANCIEU : Tout d'abord plus de solidarité, que chacun s'occupe de l'autre, de son voisin et non seulement de lui.

Ensuite plus de partage, que chacun grâce à un partage plus équitable des



richesses, puisse vivre dignement. Enfin, plus d'écoute et de respect pour que chacun quel que soit son statut, soit reconnu comme une personne digne d'être écoutée. Que chacun puisse exprimer ses idées et être entendu.



**Pour financer le plan dépendance, le gouvernement propose des heures supplémentaires !**

Il faut choisir entre l'intérêt de 60 millions de français et celui des 160 000 adhérents du MEDEF "a souligné Jean Louis LE CORRE lors de la séance plénière du Conseil Général du 29 avril 2004. Il a dénoncé le gel de 8 milliards de crédits qui sera durement ressenti."

**L'unanimité du Conseil Municipal de Saint Joachim pour qu'EDF-GDF demeure une Entreprise Publique.**

Sur Proposition de Marc JUSTY, Président de l'ADECRA et Maire de la commune, le Conseil Municipal du 23 avril 2004 estime, dans une motion "lue à la bougie" qu'EDF/GDF doit rester publique et que son statut est l'un des exemples de modèle social français. Pour son développement et sa rénovation, il convient de donner de véritables pou-

voirs de décisions aux salariés et que le principe des prix uniques de l'énergie soit impérativement maintenus. Le développement de ce service nécessite :

- La constitution d'un pôle public de l'électricité et du gaz garantie de notre indépendance énergétique
- La construction, sans attendre de nouveaux moyens de production

• Poursuivre l'effort de recherche et de développement afin d'éviter des pénuries et maîtriser l'avenir énergétique.

**Le gouvernement, dans ce contexte, doit surseoir au changement de statut et au plus vite contribuer à l'élaboration de projets qui permettent son rayonnement.**



**Bonne nouvelle pour les usagers du CCAS**

Jeanine HOTTELARD, Adjointe au Maire de Saint Nazaire et vice-Présidente du Centre Communale d'Action Sociale, se félicite de la suppression de l'amendement, par les députés, qui visait à remettre en cause l'existence légale des CCAS. Ces centres répondent aux besoins sociaux particuliers des familles et des plus démunis en harmonie avec les municipalités et les associations familiales et caritatives. Le CCAS est source de souplesse et de réactivité, c'est une force progressiste de grande portée pour les politiques de solidarité, impérieuse dans le contexte économique et social de notre temps.

**Le Conseil municipal de Saint Malo de Guersac unanime pour soutenir ses agriculteurs.**

Le Conseil municipal de Saint Malo de Guersac unanime pour soutenir ses agriculteurs. Interpellé par la Confédération Paysanne et la FDSEA de Loire Atlantique et sur proposition de Roger DAVID Maire de Saint Malo de Guersac, le Conseil municipal s'est prononcé unanimement pour que cesse la précarité dans l'agriculture.

Les agriculteurs de la commune occupent une place significative dans notre espace rural d'un point de vue économique, social et en terme d'aménagement du territoire. Les élus demandent l'élaboration d'une politique agricole novatrice et soucieuse d'une occupation durable de l'espace à laquelle seront associés les agriculteurs.



**Trignac : un vœu unanime pour l'agriculture**

Sur proposition de Jean Louis LE CORRE le Conseil Municipal a voté pour l'élaboration d'une politique agricole novatrice, soucieuse d'une occupation durable de l'espace et de l'amélioration des conditions de vie des agriculteurs.

La Politique Agricole Commune (PAC) de 1992, sa réforme en 2003, les crises récurrentes ESB, Volaille, Porcs, Lait et Viticulture et l'étalement urbain ont favorisé la concentration et le dévelop-

pement d'une agriculture "productiviste" source de dégradation profonde des sols et de l'environnement. Depuis dix ans, le nombre des exploitants agricoles a été divisé par deux.

Alors que 80 % de la population vit dans des agglomérations de plus de 2000 habitants, d'autres choix sont possibles respectueux du bien être social et économique des agriculteurs. Ils peuvent concourir à un développement équilibré des territoires.

**NANTES MÉTROPOLE**

**Agenda 21 de territoire**

Cette démarche ambitieuse se veut une déclinaison locale des principes énoncés au sommet de la Terre à Rio, en 1992, pour que le XXI<sup>e</sup> siècle soit respectueux de la planète et de ceux qui y vivent. Ces principes ont été relayés en France par la Loi d'Aménagement et de Développement Durable du Territoire de 1999. En 2002, le Sommet de la Terre de Johannesburg a réaffirmé fortement le rôle-clé des collectivités locales à travers une déclaration commune des autorités locales.

A leur échelle, les élu(e)s communautaires de Nantes Métropole se sont engagé(e)s dans cette voie. Les élu(e)s communistes partagent ce projet tout en souhaitant préciser le concept de développement durable.

**Développement durable**

A une époque où, à droite comme à gauche, le développement durable est devenu un terme très galvaudé, il semble important de revenir sur le contenu politique d'une telle orientation. A l'heure où un libéralisme débridé impose, d'Est en Ouest et du Nord au Sud, sa loi avec les conséquences que l'on connaît (accroissement des inégalités, mise en cause des services publics, dégradation de l'environnement), les attentes sociales et environnementales appellent des orientations franchement anti-libérales sans lesquelles toute politique de développement durable ne serait au mieux qu'un supplément d'âme, au pire qu'une coquille vide.

Pour les élu(e)s communistes, une démarche de développement durable doit conjuguer développement économique et réponse aux besoins des êtres humains. Les exigences de progrès économique et social, de lutte contre les inégalités, de préservation de l'environnement doivent être complémentaires.

**Tarifification sur le réseau des transports publics**

L'augmentation moyenne pondérée de l'ordre de 3,03% refusée par les élu(e)s communistes. Ils s'abstiennent sur cette délibération, lors du conseil du 30 avril.

Le fait que cette augmentation ne soit pas en corrélation avec le taux de l'inflation de 2003 ne peut les satisfaire. La justification que " les hausses modérées de tarifs depuis 2000 sont loin de couvrir cette inflation au sens de l'INSEE " ne paraît pas recevable. En effet, le cumul de toutes les augmentations ces cinq dernières années est loin d'être négligeable. Pour le billet mensuel, il est, par exemple, de 14,10% !!



Il leur paraît nécessaire de mettre à plat le financement de ces transports dans ces trois dimensions indissociables : aides de l'Etat qui se désengage, Versement Transport, tarification pour les usagers.

**Jean Louis LE CORRE obtient une augmentation de la participation du Conseil Général à l'aide au Logement des plus démunis.**

En 2003, le nombre de dossiers soumis au Fonds Social du Logement a augmenté de 61%. Cette progression s'amplifie en 2004 avec + 45% de dossiers au 1<sup>er</sup> trimestre 2004 par rapport à 2003.

Jean Louis LE CORRE, vice-Président du Conseil Général, en charge du Droit au Logement a rappelé que la baisse de la participation de l'Etat, en 2003, avait soulevé de graves inquiétudes quant au maintien de l'aide au logement des plus démunis.

Alors que les partenaires du Plan Départemental d'Action en faveur du Logement des plus Défavorisés (PDALD) acceptaient d'augmenter leur niveau de participation. Il a demandé solennellement au Préfet que l'Etat, conformément au principe de solidarité dont il a la charge, s'engage dans le même sens.

**Commémoration du 8 mai 1945 : Luttons ensemble contre les idées fascistes et xénophobes de l'extrême droite.**

Jean Louis LE CORRE, a solennellement indiqué "qu'il y avait dans la résistance, des femmes, des hommes, des communistes, des socialistes, des démocrates, des progressistes, des juifs, des chrétiens, des tziganes et des athées." A quelques pas du Monument des 50 otages et non loin de la Carrière des Fusillés de Châteaubriant où furent exécutés communistes et démocrates, "je considère comme insultante et indigne l'attitude du Ministre Nicolas SARKOSY dissertant sur la faiblesse du gouvernement Jospin dans sa lutte contre l'antisémitisme."

Monsieur LERIDANT de l'UMP n'a pu que souscrire aux propos de Jean Louis LE CORRE.



# Ça se passe chez nous

## Touche pas à ma sécu La ponction de Douste Blazy sur les assurés sociaux



Des mesures injustes et inefficaces :

Le Ministre de la Santé DOUSTE BLAZY vient de dévoiler une partie de sa réforme à "100 minutes pour convaincre".

La note va être salée pour les assurés sociaux et les retraités : forfait d'un euro par consultation hausse du forfait hospitalier (il a augmenté cette année de 10,67€ à 13€, et passerait à 16€ en 2007)

augmentation de 0,4 % de la CSG pour les retraites impossibles

La logique commune au MEDEF et au gouvernement RAFFARIN est toujours la même : prendre dans la poche des salariés, des retraités, des chômeurs, dédouaner les entreprises, la bourse, les actionnaires de toute responsabilité, de toute contribution conséquente.

C'est une politique dangereuse car injuste.

Le nombre de ceux qui renoncent à se soigner pour raisons financières va encore augmenter.

Les inégalités en matière de santé vont se creuser.

La baisse du pouvoir d'achat des salaires et particulièrement celui des retraités va se poursuivre empêchant toute relance économique inefficace.

Aucun problème rencontrer par

public, course au profit des laboratoires pharmaceutiques...

Les mesures de financements proposer sont loin d'être à la hauteur des enjeux et ne permettront ni de diminuer les dépenses de santé, ni de résoudre le déficit hypocrite.

Le Ministre n'annonce pas clairement ses intentions de privatisations de la protection sociale. Peut-être attend-il les élections européennes de peur d'une nouvelle sanction populaire. Il prépare en douce notamment par le biais des remboursements une place de plus en plus grande des assurances privées. En tous cas ce projet a tout pour séduire le MEDEF.

**Une grande réforme alternative plus que jamais nécessaire :**

Une grande réforme progressiste s'impose qui aurait pour objectif : une grande politique de prévention, d'aller vers l'accès gratuit des soins pour tous, de donner les moyens humains et financiers nécessaires au développement de l'hôpital public.

Le contrôle public et citoyen du médicament mettant ainsi en cause la logique financière des grands laboratoires pharmaceutiques.

Une telle ambition nécessite une grande réforme de la sécu : fondée sur la solidarité.

Une réforme démocratique : qui rende la sécu aux assurés sociaux par l'élection immédiate des administrateurs des caisses. Une réforme financière qui assure des financements durables. Les parlementaires communistes pour contribuer à l'élaboration d'une réforme alternative viennent de rendre public leurs propositions.

**Urgence d'un grand mouvement populaire :**

Les projets du MEDEF et du gouvernement sont extrêmement dangereux.

Seule une grande mobilisation populaire peut les faire reculer. Ce rassemblement est en construction.

Les comités "Touche pas à ma sécu" se multiplient. Des centaines d'initiatives ont lieu dans tout le pays.

La journée d'action pour défendre la sécu du 5 juin proposée par la CGT, la FSU, l'UNSA, sera décisive. Les Communistes appellent toutes celles et tout ceux qui veulent défendre la Sécurité sociale solidaire à contribuer à la réussite de cette mobilisation.

**Les Communistes demandent le report à l'automne du débat parlementaire :**

Les enjeux sont considérables. La réforme de la sécu ne peut être discutée en catimini au parlement au mois de juillet au moment où les Français s'apprêtent à partir en vacances. Un débat national s'impose. C'est pourquoi nous proposons la tenue d'Etats généraux à l'automne, suivis d'un débat au parlement.

## Hommage à Honoré Aoustin

Notre ami, notre camarade Honoré Aoustin vient de nous quitter après une longue maladie.

Tout au long de sa vie, Honoré a été de ces combats pour que le monde change, pour que la vie soit meilleure. Il savait ce que militer veut dire, il savait prendre des engagements qu'il menait à terme, au sein de l'amicale laïque de sa commune, Saint-Malo-de-Guersac, à l'amicale des donateurs de sang, où il se distinguait en contribuant plus de cent fois à cet acte important pour les autres. Mais, c'est sur le terrain syndical à la CGT, et politique au Parti Communiste Français qu'Honoré s'est le plus investi. Il a donné beaucoup de son temps, de sa vie, comme militant mais aussi comme élu. Conseiller municipal, en mars 1989, il assumait ce mandat avec beaucoup d'investissement personnel durant 15 années, un mandat qui lui tenait à cœur, une activité qu'il aimait avant tout.

"Honoré était un homme d'action, pas de palabres, un homme qui allait toujours au concret", a rappelé, Roger David, le Maire de Saint-Malo-de-Guersac, le jour de ses obsèques. "Toutes celles et tous ceux qui l'ont côtoyé, gardent et garderont un souvenir à la dimension de notre ami", devait-il, conclure.

Nous tenons à nous joindre à cet hommage et à assurer Maud, Philippe, Fabien et Chloé de toute notre amitié et notre sympathie dans ce difficile moment. C'est un homme exemplaire qui vient de nous quitter. Un homme qui a marqué son passage, un homme unique dont les hausses de voix masquaient, en fin de compte, un cœur énorme.

Abonnez-vous  
aux Nouvelles

**10 euros  
pour l'année**

Vous recevrez les Nouvelles, vous apprécierez son contenu.  
Pour contribuer à sa parution, à son amélioration,  
abonnez-vous pour 10 euros l'an, libellez vos chèques  
à PCF - Fédération de Loire-Atlantique  
41, rue des Olivettes - 44000 NANTES

Manifestations à Nantes  
et à Saint-Nazaire Samedi 5 juin.  
A l'appel de la CGT, de la FSU, de  
l'UNSA, du G10, de FO  
et de la CFTC.

Soutenu par le Parti Communiste  
Français et le comité  
"touche pas à ma sécu"